

Sortir du «boogli-boogla» politique !

Lorsqu'on observe la scène politique nationale actuelle et qui en fait l'effort difficile, il est vrai, d'écouter les discours de ces partis politiques qui se créent à foison, il n'est pas aisé de ne pas désespérer de notre avenir.

Serait-on condamné à refaire le chemin des années 90 alors même qu'il nous a conduits à l'impasse, que dis-je, à la tragédie ? Est-on obligé d'attendre qu'une élite politique puisse émerger en brisant les digues érigées jusqu'à maintenant pour traiter enfin les vraies souffrances de la société ? Doit-on continuer à bricoler et à faire du «boogli-boogla» politique qui ne mène qu'à la désespérance ? Toutes ces questions ont d'autant plus de résonance que l'Algérie de 2012 n'est plus celle de 1962 : elle est plus forte de ses élites, jeunes et qualifiées, elle dispose de ressources humaines compétentes mais qui, hélas, donnent pleine expression de leurs talents sous d'autres cieux.

La jeunesse algérienne, truffée de diplômés et de plus en plus de savoir-faire, ne nous comprend pas car nous ne savons pas écouter son énergie, ses potentialités, son dynamisme.

Il est vrai que l'Algérie est une société complexe, bien complexe. Non pas qu'elle ne soit pas lisible, qu'elle ne se prête à aucune analyse mais bien plutôt parce qu'elle souffre d'un sérieux déficit d'analyse. Personnellement, une question me taraude depuis belle lurette que je ne suis arrivé à prendre par aucun bout jusqu'à présent. Je la livre à la réflexion.

La situation difficile que vit notre pays depuis plus de deux décennies trouverait-elle sa solution plutôt dans les réformes politiques qui attendent d'être effectivement mises en œuvre ou bien doit-on d'abord

engager de vraies réformes économiques qui créeront par leur dynamique une nécessité de réformes politiques que le pouvoir en place ne pourra plus reporter ?

En d'autres termes, doit-on attendre de vraies réformes politiques (mais qui les fera ?!) pour pouvoir réussir la nécessaire restructuration de notre économie ou bien doit-on plutôt faire germer les réformes politiques par des transformations structurelles de l'économie, audacieuses qui libèrent les initiatives et débureaucratisent la gestion ?

La relance du développement économique passe par une refondation de la tripartite

Notre pays a la chance d'être doté de ce qui devrait constituer assurément une véritable institution : la tripartite.

Une tripartite devrait être un espace stratégique de dialogue social et de débat et concertation économiques. Nous avons là, en effet, réunis les acteurs réels de l'économie nationale : les patrons d'entreprise, les représentants des travailleurs, les pouvoirs publics.

Mais jusqu'à maintenant, cette instance que beaucoup de pays nous envient est une coquille vide : on se réunit, on prend du thé et on arrête quelques procédures de partage, non pas de la valeur ajoutée créée par l'effort productif, la performance et la compétitivité des entreprises, mais on partage la rente. Dans notre pays, seule la redistribution fonctionne bien. Le problème chez nous, aujourd'hui, est bien celui de trouver les meilleurs voies et moyens d'engager et de gagner la bataille de l'investissement et de la production.

Nous devons passer du pacte social au pacte productif et la prochaine session

de la tripartite devrait être consacrée exclusivement à l'élaboration de ce **pacte productif**.

Trois grands chantiers devront être engagés

1/- Comment débrider l'investissement productif. Il ne s'agit pas ici de poursuivre sur la démarche actuelle d'adoption de mesurées au gré de la conjoncture et qui, additionnées, donnent un fatras «d'obligations de faire et ne pas faire» incohérent et qui crée plus de problèmes qu'il n'en résout. Non. Il s'agit de définir la stratégie à adopter en matière d'investissements productifs pour les cinq années à venir.

a/- Qui seront les acteurs de ces investissements ?

b/- Quelle option privilégier : substitution aux importations ou orientations exportatrices ou bien les deux mais alors où placer le curseur ?

c/- Quels instruments financiers mettre en place pour réaliser cette stratégie d'investissement ?

2/- La seconde question à débattre dans le cadre de l'élaboration et de l'adoption de ce pacte productif est celle qui doit traiter de **l'augmentation de la production**. Ici, il n'y a pas à bricoler : l'augmentation de la production passe par une politique déterminée de recherche-innovation. C'est à l'Etat que revient en premier lieu cette tâche.

b/- L'augmentation de la production passe aussi par une nouvelle politique de formation des ressources humaines.

Une formation orientée sur la demande et non plus une formation d'offre comme c'est le cas aujourd'hui. Il faut que notre appareil de formation cesse de tourner pour lui-même : il forme des ressources humaines sans se soucier de la demande du marché du travail.

Formation et besoins en ressources humaines des entreprises sont parallèles : ils ne se rencontrent jamais !

c / - L'augmentation de la production passe aussi par la fameuse mise à niveau de nos entreprises.

Ah ! la mise à niveau, ce véritable serpent de mer. Et pourtant, il n'est assurément pas difficile de passer réellement à l'acte et de le réussir !

3/- Le troisième chantier que doit engager le pacte productif est celui de l'économie fondée sur la connaissance (EFC)

Aujourd'hui et encore plus à l'avenir, la production dépend non plus seulement de la productivité globale des facteurs capital et travail, mais de plus en plus de l'EFC, c'est-à-dire :

- 1/-** de l'éducation-formation
- 2/-** de la recherche-innovation
- 3/-** des technologies de l'information et de la communication (TIC)
- 4/-** du climat des investissements (qui doit être favorable). Dieu, que le retard est grand dans ces domaines dans notre pays !! Alors on arrête de bricoler, on mobilise nos élites (et elles sont consistantes) et on engage la bataille !

A. B.



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



On a les résultats du labo, les cocos !

Le FLN va se doter d'une nouvelle direction. Mon petit doigt me dit que ça va être une...

... direction assistée !

Je me demande pourquoi les adeptes du «laissons les islamistes gérer, puis nous jugerons sur pièce» ne pipent mot depuis quelques heures. Des heures particulières, puisque le pouvoir islamiste en Tunisie (eh ouais, c'est aussi cela la réalité) a lâché ses chiens, ses gaz et ses troupes antiémeutes contre des manifestants démocrates. C'est tout de même un phénomène étrange que ce silence des personnes qui nous conseillaient, il n'y a pas si longtemps de cela, de nous inoculer la peste verte dans les années 90 pour voir les effets secondaires ensuite. Ben là, y a plus besoin mes cocos ! On a les résultats du labo. La peste verte, une fois au pouvoir, n'est pas elle non plus avare en clebs, en gaz lacrymogènes et en matraques au clair. Vous en doutez ? Revoyez les images de l'avenue Bourguiba et vous prendrez toute la mesure de ce que peuvent faire les frères barbus une fois installés sur le kour-si. Un pouvoir islamiste, ça réprime aussi, sinon plus qu'un pouvoir dit de «junte militaire» ou un pouvoir dit «civil» ou encore un pouvoir dit «nor-

mal». Remarquez, personnellement, je n'avais point besoin de cette expertise tunisienne. Depuis les exactions du régime des ayatollahs, immédiatement après le retour d'exil de Khomeiny en Iran, j'avais pu apprécier l'utilisation des grues sur les principales places de Téhéran, à des fins de pendaions collectives. Non ! Moi, ça va ! Je n'attendais pas Ghannouchi pour me faire une idée sur ce que peut être un régime intégriste. Ce que j'en dis, c'est juste pour les mecs et surtout les nanas qui nous exhortent à longueur de colloques et de «contributions lumineuses» à laisser une chance à l'islamisme de gouverner. Ben non ! Désolé ! L'islamisme est une doctrine totalitaire qui appuie ses programmes de gouvernance sur la violence, aussi. Et je ne suis pas encore totalement maso pour me prêter à ce genre d'exercices. Notamment lorsque je vois que ceux qui nous préconisent de passer par cette médication intégriste, ceux qui jurent qu'il faut «essayer ça aussi» pour espérer vraiment nous en sortir et en être vaccinés ne sont pas là pour vivre intensément ces moments avec nous, in situ et vivent carrément sous d'autres cieux où ils professent leurs théories. Un comble ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

Publicité



Offre spéciale ...

Voyagez d'Alger vers

Paris à partir de

19 999 DA^{TTC}

الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE

www.airalgerie.dz